

Recommandations session SOU46 a) et b) :

Thème : Niveau local d'administration publique, leadership et complété ces pour la mise en oeuvre de l'agenda 2030 pour le développement durable.

Étudiantes chargées du rapport : Caroline BOUDEHEN et Imane MAHJOUBI

- 1) Afin de développer les compétences de fonction publique, il est demandé de faire des formations continues pour les membres d'administrations locales ; Il faudrait envisager une éducation visant dès l'école à inculquer la valeur du service, plutôt que de chercher à changer la mentalité et les valeurs des fonctionnaires.
- 2) Il convient d'avoir des réunions de sensibilisation pour les élus et les politiciens. Il faudrait mettre en place des processus en terme de fonction publique pour répondre aux besoins du public ;
- 3) Les nations Unies devraient faire un effort pour identifier les problématiques propres à chaque pays, et pour que l'indépendance des collectivités locales en Afrique soit enracinée dans les statuts des Nations Unies, afin que les États soient obligés de la respecter ;
- 4) Mettre en place des macro-projets d'atténuation du changement climatique et des micro-projets d'adaptation à ce changement, en impliquant la population ;
- 5) Pour permettre aux États d'aligner les politiques nationales sur les ODD, les nations unies doivent se positionner en leader, afin de donner un langage commun, pour permettre à tous de comprendre les ODD de la même façon ;
- 6) Permettre la circulation des fonctionnaires dans différents services afin de développer leurs compétences et faire évoluer leur mentalité.
- 7) Mesurer le résultat et l'impact des formations des administrateurs et des politiciens pour éviter un gaspillage de ressources.
- 8) Les leaders politiques sont les mieux placés pour communiquer avec les communautés dans la mesure où ils ont leur confiance et ont été élus par elles. Il faut donc leur donner les capacités de communiquer avec elles, là où il faut donner aux administrateurs techniques les moyens techniques de mettre en oeuvre les stratégies choisies.
- 9) Les États devraient faire des revues nationales régulières pour montrer comment ils mettent en oeuvre les ODD. En parallèle, les Nations Unies devraient mettre en place un système d'information sur les ODD à destination des États, afin qu'ils soit au fait de leur avancée et de l'étendue de la tâche qu'il leur reste à accomplir.
- 10) Les États doivent mobiliser leurs propres ressources humaines et financières pour mettre en oeuvre les ODD, et ne pas compter sur l'aide extérieure au développement. Il s'agit pour chaque

pays de domestiquer le langage universel des ODD, pour trouver une stratégie nationale d'application.

11) Les ODD doivent être un langage universel, presque une religion que chacun (leaders, administrateurs et citoyens) doit pouvoir comprendre et s'approprier. Pour cela il faudrait les traduire dans toutes les langues locales.

Recommendations session SOU46 a) et b) :

Theme: Local level of public administration, leadership and supplemented for the implementation of Agenda 2030 on Sustainable Development.

Rapporteurs: Caroline BOUDEHEN and Imane MAHJOUBI

- 1) To develop public service skills, it is requested to provide continuing education for members of local administrations; and there is a need to design an education that considered right from school inculcating the value of service, rather than seeking to change the mentality and values of civil servants.
- 2) Awareness meetings should be held for elected officials and politicians. Public service processes should be put in place to meet the needs of the public;
- 3) The United Nations should make an effort to identify country-specific issues, and to ensure that the independence of local governments in Africa is enshrined in the statutes of the United Nations, so that the central governments are obliged to observe it;
- 4) Establish climate change mitigation macro-projects as well as adaptation micro-projects to adapt to this change, by involving the population;
- 5) To enable central governments states to align national policies with the SDGs, the United Nations should position itself as a leader, in order to provide a common language, to enable everyone to understand the SDGs in the same way;
- 6) Allow the movement of civil servants in the various departments to develop their skills and contribute to changing their mentality.
- 7) Measure the outcome and impact of trainings of administrators and politicians to avoid a waste of resources.
- 8) Political leaders are best placed to communicate with the communities in view of the fact they enjoy their confidence and have been elected by them. They must be granted the ability to communicate with them, where technical administrators must be given the technical means to implement the chosen strategies.
- 9) Central Governments should conduct regular national reviews to show how they are implementing the SDGs. At the same time, the United Nations should put in place an information system on the SDGs for the central governments, so that they are aware of their progress and the scope of the task they still have to fulfill.
- 10) Central Governments must raise their own human and financial resources to implement the SDGs, and should not rely on official development assistance. It is up to each country to domesticate the universal language of SDGs, and to find a national strategy of application.

11) SDGs must be a universal language, almost a religion that everyone (leaders, officials and citizens) must be able to understand and appropriate. For this purpose, it is necessary to translate them in all the local languages.